

Déclaration sur la situation au Timor-Oriental

lundi 25 avril 2011, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 29 septembre 1999).

Déclaration adoptée au comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale, le 29 septembre 1999.

Après les terribles massacres et destructions perpétrés par des milices terroristes sous la responsabilité de l'armée indonésienne, l'ONU a finalement envoyé des troupes au Timor-Oriental et le gouvernement indonésien fut contraint de faire marche arrière. Cela ne fut rendu possible que du fait de la résistance héroïque du peuple du Timor-Oriental et de son combat durant des décennies pour l'autodétermination et l'indépendance. Sa mobilisation massive, comme le résultat du référendum du 30 août, ne laissent pas de place pour le doute : le peuple du Timor-Oriental a choisi l'indépendance.

Les mobilisations et la pression de l'opinion publique internationale dans de nombreux pays au cours des dernières semaines ont contribué à cette solution. Dans l'esprit de la solidarité internationaliste, des dizaines de milliers se sont engagés dans l'action pour arrêter les massacres et descendre dans les rues, témoignant leur indignation. Cela a forcé les gouvernements impérialistes, en particulier celui des États-Unis, ainsi que l'ONU, à se distancier des généraux indonésiens qu'ils avaient soutenus durant des décennies.

Le mouvement de solidarité a montré une fois de plus que la mobilisation de l'opinion publique est une force capable de modifier le cours des événements. Et c'est la leçon la plus importante que nous devons en tirer pour notre lutte contre l'injustice : nous devons exiger et créer une nouvelle politique de solidarité, d'action populaire, de démocratie vivante. C'est aussi pourquoi nous avons la responsabilité de continuer la lutte pour la liberté du Timor-Oriental. La présence des forces sous mandat de l'ONU (INTERFET) dans ce pays ne doit pas et ne peut pas remplacer la solidarité.

Le peuple du Timor-Oriental a besoin d'une aide alimentaire, humanitaire et médicale. Les assassins sont encore présents, qui ont pratiqué une politique de terre brûlée, la déportation de milliers de Timorais et l'élimination physique des dirigeants et combattants de la résistance, du Conseil national de la résistance timoraise (CNRT) et des Forces armées du Timor-Oriental (les guérillas du FALINTIL), qui poursuivent toujours la lutte. Les massacres ont été la conséquence de l'organisation du référendum sous le contrôle de l'armée indonésienne, dans le but de préserver les bons rapports entre les pays impérialistes et la classe dominante indonésienne.

La IV^e Internationale exige le retrait immédiate de toutes les forces indonésiennes du Timor-Oriental. L'INTERFET doit assurer le retour chez eux des milliers de réfugiés, de ceux qui ont été déportés en Indonésie et des représentants de la résistance, tels Xanana Gusmao.

L'INTERFET doit également procéder au désarmement immédiat des milices créées et appuyées par l'armée indonésienne. Elle doit procéder à l'arrestation de tous les responsables des massacres, des meurtres et des déportations, de manière à ce qu'ils soient jugés pour leurs actes. Les pays qui ont soutenu le gouvernement indonésien, coupable d'avoir imposé la destruction et les souffrances au peuple du Timor Oriental, doivent aujourd'hui soutenir matériellement la reconstruction du Timor-Oriental.

La IV^e Internationale rejette toute tentative éventuelle du désarmement des FALINTIL. S'il est question de respecter la volonté populaire, l'INTERFET doit se soumettre au Conseil national de la résistance timoraise (CNRT) et reconnaître que la guérilla du FALINTIL est la seule force armée légitime pour assurer la sécurité du territoire du Timor-Oriental. Nous rejetons absolument toute idée de partage territorial qui serait imposé à la majorité de la population du Timor-Oriental.

La IV^e Internationale met également en garde contre l'emploi de l'INTERFET dans le but de préserver les intérêts capitalistes au Timor-Oriental, tels l'exploitation du pétrole de la mer du Timor, que les États australien et indonésien se sont arrogés par un accord honteux signé entre ces pays.

La IV^e Internationale continuera à dénoncer les marchands de la mort qui, tel le gouvernement britannique de Blair, poursuivent les ventes d'armes aux généraux indonésiens. En même temps, nous poursuivrons notre solidarité avec toutes les forces progressistes qui luttent pour la démocratie et la libération en Indonésie et dans les territoires opprimés par elle.

La IV^e Internationale considère que ce sont les conditions minimum pour la reconstruction de ce nouveau pays. Elle réaffirme sa solidarité avec la résistance timoraise et son soutien à l'indépendance du peuple du Timor Oriental. Aussitôt que le CNRT décidera que les conditions sont réunies pour la proclamation du nouveau pays à la face du monde, la IV^e Internationale exigera que tous les pays reconnaissent immédiatement l'indépendance du Timor-Oriental et le gouvernement provisoire dont il se sera doté.
